

« Faire cavalier seul »
Entretien avec André Major

Karim Larose

Number 246, Fall 2013

Actualité de *Parti pris*

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/70149ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (print)

1923-3213 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Larose, K. (2013). « Faire cavalier seul » : entretien avec André Major. *Spirale*, (246), 50–54.

Major affirme que les lecteurs de *Parti pris* sont des bourgeois qui auraient accès aux restes du banquet du rattrapage de la Révolution tranquille. La dichotomie mise en place rate, à mon avis, l'efficace problématique de la théorie du dévoilement puisque les deux publics types postulés sont réfractaires, pour des raisons différentes, à ce dévoilement du misérabilisme. Ce cloaque ne peut rejoindre ceux qui y vivent, sans discours d'accompagnement, sans ouverture pour en sortir, l'identification par la négative n'étant pas en soi une forme de conscientisation.

L'essai de Major est une réflexion importante sur la place du littéraire dans le discours québécois, surtout dans un

contexte où un rôle est assigné à l'écriture, sans que celui-ci soit prépondérant. L'étude des sources et des positionnements qu'effectue Major est complète et rigoureuse, marquée par une écriture sobre et capable de coups de gueule ou d'humour à l'occasion, mais le bilan critique qu'il dresse à la fin bute à mon sens sur deux écueils, pourtant évoqués par l'essayiste : le rabatement des sources sur la situation québécoise sans traiter des truchements qui organisent ce transfert culturel ; l'absence d'un savoir historique sur la revue, qui permettrait de saisir les choix opérés dans le contexte intellectuel des années 1960 au Québec et ailleurs. Major appelait de ses vœux, dès 1979, une histoire du mouvement partipriste. Il serait temps de la réaliser. †

« Faire cavalier seul »

Entretien avec André Major



PROPOS RECUEILLIS KARIM LAROSE

SPIRALE — Comment avez-vous vécu le commencement de l'aventure partipriste ? Quelle en était l'impulsion initiale ? Aviez-vous le sentiment que vous portiez en vous une forme d'exaspération, une révolte, un désir d'action, une indignation ?

ANDRÉ MAJOR — Ce projet d'une revue, j'en parlais autour de moi, mais sans savoir comment m'y prendre pour le réaliser. C'est Pierre Maheu qui a pris l'initiative de nous réunir pour en discuter, peu après l'arrestation des membres du FLQ, à la fin du printemps 1963. André Brochu, que je fréquentais depuis 1961, avait connu Maheu au collège Sainte-Marie et me l'avait présenté au moment où ils dirigeaient tous deux les *Cahiers de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal* (AGEUM), qui publieront mes premières nouvelles. Par l'entremise de Jean-Marc Piotte, avec qui j'avais fait du scoutisme, j'ai fait la connaissance de Paul Chamberland, qui épousera ma sœur et moi la sienne — alliances qui feront long feu. Nous avons donc formé un petit cercle qui partageait les mêmes idées sur l'avenir du Québec et qui tentait de rallier certains aînés comme Jacques Godbout, Gaston Miron, Pierre Vadeboncoeur, Hubert Aquin et Jacques Ferron, avec qui je frayais alors. La revue devait constituer un Front de libération intellectuel dont la visée était assez ambiguë, car sans recourir nous-mêmes à la violence, nous nous efforcions de la légitimer en invoquant la nécessité d'une révolution. Et

c'est dans cette perspective que nous avons planifié un premier numéro pour la rentrée d'automne. Je dois avouer avoir été assez mortifié par le sans-gêne de Maheu, qui avait réécrit la présentation que j'avais faite pour ce numéro. Remis « à ma place », je me suis réfugié dans un rôle d'acteur de soutien, en me disant que c'était pour le bien de la cause.

Même si j'étais plutôt réfractaire à toute violence physique, je pouvais comprendre qu'on en vienne à certaines extrémités pour ébranler la bonne conscience des élites canadiennes-françaises et ce que nous appelions leur « bon ententisme », parce que je m'étais très tôt indigné des conditions de vie difficiles de la plupart des familles montréalaises du quartier où j'avais passé près de quinze ans, à proximité du pont Jacques-Cartier. Moi-même, je n'aurais d'ailleurs pas pu entreprendre mon cours classique sans la bourse annuelle de l'Œuvre des vocations du diocèse de Montréal, octroyée aux aspirants à la prêtrise dont j'étais alors, ce qui n'alla pas sans culpabilité quand j'ai compris que je ne prendrais jamais la soutane, comme on disait.

SPIRALE — Avant même la création de *Parti pris*, vous aviez déjà collaboré à divers journaux et revues, dont *Liberté étudiante*, qui vous avait valu en 1960 un renvoi du collège, puis *Le petit journal*, *La revue socialiste* et *Liberté*. Vous aviez donc déjà, à l'orée de la vingtaine, une certaine expérience,

y compris en compagnie de Jacques Ferron dans le groupuscule de l'Action socialiste pour l'indépendance du Québec : cette expérience personnelle marque-t-elle ou teinte-t-elle les orientations ou la facture de la revue ?

ANDRÉ MAJOR — Mon engagement remonte à mes années de collège où mon professeur d'histoire m'avait mis sur la piste de l'Alliance laurentienne qui publiait une revue à laquelle je m'étais abonné. Mais j'ai peu fréquenté le cercle de Raymond Barbeau, qui a enseigné à HEC avant d'ouvrir un cabinet de naturopathie. Chez les Eudistes de Rosemont, je proposais au journal des étudiants des articles sur *Les insolences du frère Untel* et sur la nécessité historique de l'indépendance, deux sujets qui me tenaient à cœur, mais Gil Courtemanche, le responsable de la rédaction, refusait de les publier de crainte de déplaire aux autorités du collège. J'ai donc utilisé clandestinement la *Gestetner* de la troupe scout de Jean-Marc Piotte était le chef pour imprimer — à son insu, bien sûr — ces articles litigieux et ceux de deux camarades. Dénoncés par un « légionnaire de Marie » un peu zélé, nous avons été chassés du collège tous les trois, et j'ai poursuivi seul la publication de *Liberté étudiante* sur les presses de Raoul Roy, qui animait l'Action socialiste pour l'indépendance du Québec à laquelle j'avais adhéré.

C'est chez Raoul Roy que j'ai connu Jacques Ferron et que l'idée d'une revue a continué de germer, même si les pages de *La revue socialiste* m'étaient ouvertes. J'y ai d'ailleurs publié, entre autres, un long article sur *Les damnés de la terre* de Frantz Fanon, livre que Gaston Miron m'avait recommandé et qui m'avait fortement impressionné. En 1962, à un appel lancé par Gérard Pelletier dans *Cité libre*, j'avais répondu en évoquant tout ce qui éloignait ma génération de son engagement personnel et fédéraliste, tout en laissant entendre qu'elle s'exprimerait bientôt dans sa propre revue. Dans une note liminaire d'un dossier de *Liberté* (« Jeune littérature, jeune révolution », mars-avril 1963), que j'avais préparé sous la houlette d'André Belleau, ce dernier disait que nous nous proposons de lancer une revue et une maison d'édition. Je m'étais permis de parler au nom de ma génération, sans détenir le moindre mandat pour agir de la sorte. Ce qui m'avait poussé à m'engager ainsi, outre ma lecture de l'histoire québécoise, c'était l'intérêt que je portais aux luttes de libération nationale en Irlande aussi bien qu'en Afrique du Nord. J'avais lu, d'Albert Memmi, le magistral *Portrait du colonisé* dont la réédition est dédiée aux Canadiens français.

Mon désir de fonder une revue n'était pas étranger au fait que certains de mes camarades s'apprêtaient à passer à la lutte armée et que mon engagement intellectuel me dédouanerait à leurs yeux. Dans « Les Armes à la main », j'annonçais l'irruption prochaine de la violence du FLQ, mais quand ce manifeste a paru dans *Liberté* en mars 1963, des bombes avaient déjà éclaté à Montréal. La veille de mon vingt et unième anniversaire, un veilleur de nuit, Wilfrid O'Neill avait été tué dans l'explosion d'une bombe felquistes. Le mouvement indépendantiste a aussitôt été associé, dans les médias et dans la population, à une violence peu conforme à nos mœurs, du moins depuis les Troubles de 1837-1838. Après avoir lu mon manifeste où je prétendais que mes camarades et moi avions

pris le parti d'une révolution marxiste, Jean-Charles Harvey m'a mis à la porte du *Petit journal*, comme c'était à prévoir.

Impossible alors de trouver un emploi dans les médias. Aux yeux de Gérard Pelletier, alors rédacteur en chef de *La presse*, je faisais figure d'ennemi de la démocratie, comme il me l'avait dit sans ménagement pour justifier son refus de m'embaucher. J'ai finalement trouvé un travail de manutentionnaire chez Dupuis et frères, le grand magasin du bas de la ville, où un ami de Miron, le poète Alain Horic, travaillait comme gérant. Moi qui rêvais d'un Québec laïque, je passais de longues journées à faire l'inventaire d'objets religieux, de scapulaires et d'huiles miraculeuses ou à emballer des fauteuils de rotin. Le soir, j'écrivais les nouvelles de *La chair de poule* pour donner un sens à la petite vie que je menais. Piotte avait quitté Montréal pour œuvrer, comme on dit, au BAEQ (Bureau d'aménagement de l'Est du Québec). De son côté, Brochu s'évertuait à définir une pratique critique révolutionnaire, sa rigueur intellectuelle lui interdisant tout recours à la pensée magique. Maheu, lui, gardait le cap, épaulé par Chamberland.

SPIRALE — *Parti pris* est souvent résumé par les mots « indépendance », « socialisme » et « laïcité ». Est-ce que ces trois « partis pris » avaient, de votre point de vue, une valeur égale dans les préoccupations réelles de l'équipe ?

ANDRÉ MAJOR — Ces trois partis pris, nous les partageons sans réserve. Ils formaient une sorte de trinité soudée par les impératifs de notre histoire, l'indépendance politique s'incarnant dans un socialisme qui impliquait la laïcité de l'État. Mais chacun de nous pouvait privilégier l'une ou l'autre de ces composantes. Nous étions plutôt sartriens, un peu trop littéraires, comme ne se privaient pas de nous le reprocher les vrais marxistes qui finiraient par prendre la relève sous la férule de Patrick Straram, « Bison ravi » travesti en guerrier apache. La seule citation de Lénine que je me plaisais à lancer dans la conversation avec les gauchistes qui levaient le nez sur l'indépendance nationale, je l'avais prise dans son texte sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La doxa marxiste a assez tôt perdu tout intérêt pour moi. En revanche, j'étais et je suis demeuré indépendantiste, bien que réfractaire à une certaine arrogance nationaliste qui ne manque jamais une occasion de se manifester. Pour revenir à la question du socialisme, je crois que nous étions préoccupés davantage de justice sociale que de doctrine, sauf Piotte pour qui le socialisme constituait le champ de recherche privilégié. À ce moment-là, le socialisme était une valeur qui allait de soi, tout autant que le souverainisme et la laïcité. Ce n'était pas une option parmi tant d'autres, c'était la seule réponse valable à l'impérialisme américain et à la dépendance économique de la « province de Québec ». Je peux dire que nous n'avions aucun désaccord là-dessus. Ce qui fracturerait notre apparente unanimité, c'est probablement le fait que chacun interprétait ces grands principes selon son histoire personnelle, son tempérament et ses intérêts professionnels. Je n'étais, de mon côté, guidé que par mon sens de l'observation et mon intuition. Comme dans toutes les familles, il y avait à la revue des tensions relevant de nos sensibilités respectives plus que de profonds désaccords idéologiques.

SPIRALE — Contre qui ou contre quoi la revue se construisait-elle ? Avec le recul des ans, considérez-vous toujours que la revue, par sa relative radicalité, se situait dans la marge du paysage idéologique de l'époque ?

ANDRÉ MAJOR — Si nous entretenions d'excellents rapports avec les aînés qui étaient nos alliés, nous prenions un plaisir presque sadique à épingler les maîtres à penser de la génération de nos parents, particulièrement dans une rubrique de « Vulgarités » à laquelle je n'ai jamais collaboré. Nous reprenions, en le radicalisant, le discours d'un Pierre Bourgault (au RIN), en remettant en question non seulement l'ordre constitutionnel canadien, mais aussi la mainmise de l'Église catholique sur le système d'éducation et une dépendance économique chronique qui faisait de nous des demi-colonisés. En revanche, nous découvriions des lieux d'ancrage et des points de repère dans notre patrimoine culturel et historique. Brochu a fait, pour sa part, un travail critique remarquable, qu'il s'agisse de Laure Conan, de Gabrielle Roy ou d'Yves Thériault. Si nous dénoncions des valeurs qui nous paraissaient fausses ou empruntées, nous en revendiquions d'autres, négligées jusque-là ou occultées. Aucune autre génération après la nôtre n'a eu un aussi vif souci de la continuité et de la filiation. Il est certain qu'en prenant le contrepied de l'opinion dominante, nous nous situions dans la marge, mais une marge où se retrouvait une frange importante du milieu culturel et du monde étudiant, comme nous l'avons constaté dès le premier numéro qui s'est écoulé en un court laps de temps. Dans des collèges de province, on lisait clandestinement la revue, de même que les œuvres publiées aux Éditions Parti pris. Si la revue s'adressait à une clientèle marginale, ses partis pris ont été rapidement répercutés et vulgarisés dans les médias.

SPIRALE — Vous êtes le premier à quitter la revue, en 1965. Vous a-t-il été difficile de vous arracher à *Parti pris* au moment où sa reconnaissance publique était particulièrement remarquable ? Où se situait pour vous le point de rupture avec vos camarades de l'époque ? Pour quelle raison, venu de la gauche, avez-vous désiré ensuite (par provocation ?) participer, dès 1965, à des périodiques aussi « suspects » à *Parti pris* que *Le devoir* de Claude Ryan et *L'action nationale*, où vous publiez alors en feuilleton « Les mémoires d'un jeune Canoque » ?

ANDRÉ MAJOR — Quand, sortant de chez Dupuis, je me rendais chez Maheu où se tenaient les réunions de l'équipe de rédaction, je n'arrivais plus à me sentir au diapason des échanges intellectuels de mes camarades. J'avais souvent l'esprit ailleurs, dans le monde des besogneux, étrangers au destin historique que nous concoctions pour leur bonheur futur. À un moment donné, à la fin du printemps 1964, la direction du magasin a imposé un lock-out pour court-circuiter la grève que notre syndicat s'appretait à déclencher. Dans la chronique que j'avais écrite sur ces événements (« La fièvre monte chez Dupuis »), je ne racontais rien d'autre que ce que j'avais vu et entendu. Or, ce souci d'être véridique était apparu comme une sorte de capitulation morale. On se rappelle la fameuse phrase de Sartre affirmant qu'il ne fallait pas décourager Billancourt. Que l'expérience du terrain ne mérite pas d'être prise au sérieux m'a fait comprendre que je n'avais plus rien à

faire là et que si je voulais écrire sans que pèse sur moi une éventuelle sanction morale, il fallait que je tire mon épingle du jeu. Que je redevienne le franc-tireur que j'avais déjà été. J'ai publié un dernier texte, « Ainsi soit-il », dans le numéro de janvier 1965, de même que *Le cabochon* et *La chair de poule*, même si quelques mois plus tôt, j'avais écrit à Piotte pour lui parler de ma désaffection en le priant de transmettre ma démission au comité de rédaction. À la suite de quoi, je n'ai plus rien eu à voir avec *Parti pris*, sauf avec Gérard Godin qui dirigeait les Éditions où j'avais publié mes deux livres. Ma préface au *Cassé* de Jacques Renaud ne sera pas reprise lors de sa réédition. Toujours est-il qu'en effet, cette décision n'avait pas été aisée, au point où je n'arrivais plus à avaler la moindre nourriture. Le docteur Ferron, que j'avais consulté, prétendait que c'était cette rupture devenue publique au printemps 1965 que je n'avalais pas et que le meilleur remède était de m'installer à la campagne pour m'occuper de l'enfant que j'attendais. J'ai suivi son conseil, rasséréiné par l'amitié dont il continuait de me gratifier. Jean-Charles Harvey m'avait entre-temps rappelé pour diriger les pages littéraires du *Petit journal* où il me laissait une entière liberté. Et cette fois, j'y suis resté jusqu'au départ de Harvey, puis j'ai été embauché par le Bureau de l'information de l'Université de Montréal pour mettre sur pied un bulletin qui deviendrait l'actuel *Forum*.

Moins de six mois plus tard, en janvier 1967, je suis entré au *Devoir*. Quand je recensais les livres, tout allait bien, mais ma chronique de radio et télé faisait rugir Ryan, qui jugeait mes commentaires incompatibles avec la ligne éditoriale de son journal. Après la visite du général de Gaulle et le départ forcé du journaliste Jean-Marc Léger, la tension n'a cessé de monter, si bien que, de guerre lasse, j'ai accepté de quitter mon poste de journaliste syndiqué pour devenir un collaborateur régulier, en sachant très bien que ça ne durerait pas. Au printemps 1969, Ryan mettait fin à ma collaboration. Quant à *L'action nationale*, c'est l'essayiste Jean Marcel, alors directeur des pages culturelles, qui m'a invité à le remplacer durant son séjour à Poitiers. Je dois dire que j'ai été assez content d'amener Ferron à y collaborer. Dans mon travail journalistique de ces années-là, je ne ratais jamais l'occasion de lancer des piques à ceux qui me traitaient d'anarchiste de droite. On m'avait déjà reproché d'avoir un style de droite — un style hussard, comme m'avait dit Miron. Je prenais un malin plaisir à prendre à rebrousse-poil les bien-pensants du jour. Mais j'admets y être allé parfois un peu fort. Avec le recul, je me suis rendu compte que je cherchais à me faire une carapace et à accepter une fois pour toutes d'être seul. Seul comme peut l'être un écrivain qui a renoncé à jouer un rôle sur la place publique pour faire face aux problèmes de la création et à ceux de la vie quotidienne. Tout ça pour dire que j'aurai surtout été l'instigateur de la revue et l'agent de liaison entre elle et ces *outsiders* qu'étaient Ferron et Jacques Renaud.

SPIRALE — Quelles étaient les lectures et les références proprement littéraires qui, dans les années soixante, ont marqué l'équipe des collaborateurs de *Parti pris* ? Vient immédiatement en tête le nom de Jacques Ferron. D'autres œuvres de fiction étaient-elles significatives à vos yeux ?

ANDRÉ MAJOR — Tout ce qui sortait de la plume de Ferron, bien sûr, d'autant plus qu'il jouait sans le vouloir un rôle de maître en plus de nous servir de caution. Si Chamberland vouait un culte à Aragon et à Aimé Césaire, Brochu était comme moi très sensible au Céline du *Voyage au bout de la nuit* et de ses autres sombres féeries. Son enseignement l'orientait vers des ouvrages critiques en vogue à cette époque (Georges Poulet et Jean-Pierre Richard, entre autres), mais je doute qu'il ait butiné longtemps dans Lukács. Nous lisions Neruda, Mailer, Dos Passos, Asturias et Henry Miller. Je ne me souviens pas de conversations littéraires, sauf quand *Les mots* de Sartre ont paru. Là je peux dire que nous en avons bavé d'admiration. Moi, je lisais dans le désordre le plus total Cendrars, Malaparte, Giono, Ramuz, Dostoïevski, Tolstoï, Caldwell, Faulkner, Melville et Thomas Mann, en plus de suivre assidûment la production littéraire locale et internationale pour des raisons professionnelles. J'avais aussi lu, dès sa parution en 1960, le *Journal d'un inquisiteur* de Gilles Leclerc, qui habitait à cinq minutes de chez mes parents. Je passais le voir régulièrement pour l'entendre pester contre le cléralisme et la médiocrité de nos élites. C'était un anarchiste chrétien, pas du tout attiré par la pensée marxiste. En 1963, il avait quitté Montréal pour aller travailler à l'Office de la langue française. Le joul était sa bête noire, et rien ne justifiait à ses yeux qu'on s'en serve, même sous prétexte de témoigner de notre situation de colonisés. La plaie était si évidente qu'il lui semblait inutile de fouiller dedans.

SPIRALE — On s'est beaucoup intéressé à *Parti pris* sous l'angle de l'histoire des idées et des positions sur la langue : quelle place occupait réellement cette question dans l'actualité des débats de l'équipe fondatrice ? Percevez-vous alors des différences de vues entre les divers collaborateurs de la revue ? On sait notamment que, dès 1965, vous en venez pour votre part à désigner le joul en littérature comme une « anti-écriture ».

La langue était au cœur de notre engagement. Ferron disait qu'un écrivain québécois n'a pas le choix de sauver sa langue puisque l'avenir de son œuvre en dépend. Pour nous, le joul était la parfaite illustration de notre condition de demi-colonisés. Y recourir dans une œuvre, c'était dénoncer cette condition tout en s'immergeant dans la réalité populaire. Le joul utilisé par Renaud dans *Le cassé* a fait scandale tout en suscitant un engouement. Mais c'est aux *Belles-sœurs* de Michel Tremblay qu'il revient d'avoir administré un véritable électrochoc à un vaste public. Le petit monde de la publicité a suivi, non sans complaisance, n'ayant que faire des perspectives critiques qui justifiaient le recours au joul chez certains écrivains de *Parti pris* et chez l'auteur des *Belles-sœurs*. En 1965, Claude Jasmin a enfourché un joul assez pataud pour faire pleurer sa Germaine, et je l'avais traité assez cavalièrement dans ma chronique du *Petit journal*. Nous avions alors engagé une polémique de sourds. À bien y penser, je me dis que la décision de publier Jasmin a dû être prise par Godin, mais je doute qu'elle ait plu à Brochu, par exemple, qui n'avait pas été, si je me souviens bien, un lecteur très enthousiaste de *La ville inhumaine*.

En fait, je n'ai jamais participé à la moindre discussion sur le joul. Chacun ayant sa petite idée qu'il ne cherchait pas trop à imposer, il me semble. Renaud, que je voyais presque quotidiennement et qui m'avait présenté le manuscrit du *Cassé*, n'en parlait jamais. Par la suite, il a trempé sa plume dans une langue qui n'avait plus rien de joul. Nous avions, lui et moi, pris le même virage pour aller dans des directions assez éloignées l'une de l'autre et d'où nous ne sommes pas revenus. J'avais compris au moins une chose, c'est que pour aller au bout de mon esthétique réaliste, le joul n'était pas un instrument adéquat. Mon langage avait besoin de s'affranchir de toute contrainte et même de toute intention idéologique — y compris le parti pris d'un idiome populaire — pour prendre son envol. La littérature dite jouale n'a d'ailleurs guère tardé à devenir une simple curiosité. De littéraire qu'il avait prétendu être, même rebaptisé québécois, le joul est redevenu ce qu'il était : la langue d'un peuple demi-colonisé.

SPIRALE — L'expérience partipriste a-t-elle été l'un des ferments de votre travail d'écriture ultérieur ? Une « fabrique d'écriture », comme le dirait votre camarade Chamberland ? De quelle façon le passage à *Parti pris* a-t-il nourri votre œuvre romanesque (ou son versant poétique), que ce soit sur le plan thématique ou formel ?

ANDRÉ MAJOR — L'expérience que j'ai vécue à *Parti pris* m'a surtout fait prendre conscience que j'étais doué davantage pour témoigner de l'expérience vécue ou imaginée que pour m'adonner à la spéculation et à l'analyse. Et elle m'aura finalement convaincu de faire désormais cavalier seul. S'il m'est arrivé par la suite de m'engager dans des entreprises comme la fondation de l'Union des écrivains, ce sera juste le temps de mettre l'affaire en route, et puis adieu.

SPIRALE — L'écrivain Jacques Ferron a joué un rôle particulier dans votre trajectoire d'écrivain. Vous publiez, sauf erreur, le premier texte de fond sur son œuvre (« Jacques Ferron ou la recherche du pays », dans *Liberté*, en 1963) et soulignez, dans un texte postérieur, que « Jacques Ferron est une sorte de météore discret et efficace qui traverse notre petit monde en laissant derrière lui quelques signes qu'il nous appartient de traduire chacun dans le langage qui est le sien » (« Jacques Ferron, le jour et la nuit », 1965). Pour quelle raison Ferron vous a-t-il semblé, dans les années partipristes, à ce point essentiel ?

ANDRÉ MAJOR — Engagé comme il l'était dans le combat politique tout autant que dans une œuvre de fiction qui répondait parfaitement à nos attentes, Ferron était exemplaire à nos yeux. Ses contes et ses récits donnaient du Québec une image aussi vraisemblable que peut l'être une mythologie. Nous pouvions apprécier à sa juste valeur le réalisme de *Bonheur d'occasion* ou de *La bagarre* de Gérard Bessette, mais Ferron prenait la liberté d'introduire dans le réel la part du rêve, et cela dans une langue déliée, aérienne, parfois semée d'embûches, il faut le dire. Son expérience professionnelle et sa connaissance de notre réalité lui conféraient une sagesse un peu malicieuse dont on pouvait tirer profit, et que pour ma part je lui enviais, moi qui cheminai à tâtons dans le brouillard. Et, chose appréciable, il avait accepté de

faire un bout de chemin avec nous, sans pour autant dévier de sa propre trajectoire.

SPIRALE — Vous vous êtes toujours méfié du populisme et d'une certaine idéologie de l'identification, de ce que vous appelez la « mode indigéniste » et du quadrillage identitaire qui avaient cours dans les années soixante et soixante-dix ? Pouvez-vous expliquer pour quelle raison ce refus très net de la « québécoisité », politique, intellectuelle ou langagière, vous avait paru nécessaire ?

ANDRÉ MAJOR — Le *Journal* de Witold Gombrowicz, dont Miron m'avait recommandé la lecture un jour où je lui disais craindre que notre quête identitaire aboutisse à un certain étouffement culturel, m'a fait comprendre que le refus de l'écrivain polonais de se soumettre aux impératifs de la « polonité » répondait à ma propre révolte contre une québécoisité galopante — c'est le cas de le dire, du moins en matière de langue. Le joul qui, au départ, devait témoigner de notre condition de minorité dominée économiquement était devenu le cheval de bataille des nationalistes populistes comme Léandre Bergeron et Victor-Lévy Beaulieu. Jean Marcel a bien montré que cette picouille était un cheval de Troie. De son côté, Ferron ne prenait pas au sérieux cet étrange avatar. Loin de mourir de sa belle mort, l'indigénisme s'est répandu comme la peste, tout comme la conviction que nous formons une communauté dotée de toutes les vertus. Passer de l'auto-dénigrement à l'autocélébration, comme on l'a fait, est un

autre trait de cette québécoisité que j'ai dénoncée. S'il était nécessaire de redresser l'échine, on aurait pu s'épargner le ridicule de faire la roue pour solliciter les applaudissements du reste de l'univers. Pour résumer ma pensée sur l'obsession identitaire qui plombe la québécoisité, je dirais que le seul devoir d'un Québécois, c'est d'assumer ce qu'il est en tant qu'individu. Être québécois, cela va de soi, inutile de le décliner sur tous les tons. Je persiste à trouver que la surenchère identitaire aboutit à un cul-de-sac, comme le joul. Et un cul-de-sac, par définition, ça ne mène jamais loin.

SPIRALE — Que reste-t-il selon vous de l'esprit partipriste aujourd'hui ? Plus spécifiquement, existe-t-il une filiation issue de *Parti pris* ?

ANDRÉ MAJOR — S'il y a une filiation, elle se trouve dans l'esprit de sérieux et l'esprit de système qui est son frère jumeau, à cette différence près que les indignés actuels font peut-être preuve d'un plus grand pragmatisme qu'à *Parti pris*. Expression de l'extrême jeunesse, notre aventure était de ce fait vouée à n'être qu'un feu de paille. Le combat mené par *Parti pris* répondait à un besoin de l'époque, et l'époque actuelle génère d'autres formes d'engagement, l'une plus spécialisée, l'autre plus démocratique, celle-ci sombrant parfois dans la dérive démagogique, comme cela arrive (je pense ici à l'affaire Bertrand Cantat au TNM). On a le choix, autrement dit, entre le discours technique des experts et le tsunami des réseaux sociaux. †

Deux hommes qui dansent la même gigue



PAR JONATHAN LIVERNOIS

UNE AMITIÉ IMPROBABLE. CORRESPONDANCE 1963-1972

de Jean-Marc Piotte et Pierre Vadeboncoeur

Présentation de Jacques Pelletier

Lux Éditeur, 94 p.

En 1964, André Laurendeau salue l'arrivée d'une nouvelle génération d'intellectuels groupés autour de la revue *Parti pris*. Il sait pertinemment qu'après lui et sa génération, ce ne sera pas le déluge. Ayant lui-même été dépassé par les Pierre Trudeau et Gérard Pelletier de *Cité libre* (lesquels n'acceptèrent jamais, au contraire, d'être doublés sur leur gauche), il s'interroge alors sur les liens

qui unissent les générations successives. Il constate : « Lisez tel article de *Parti pris*, consacré aux événements politiques du Canada français, et en marge, vous pourriez facilement indiquer les sources : ici, Pierre Elliott Trudeau, là, Michel Brunet, ailleurs, Jean LeMoyne ou Pierre Vadeboncoeur. » Cela est normal pour la jeunesse en action : « Elle a l'air d'être l'adversaire de tout ce qui n'est